

Source : http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/01/20/marseille-gache-ses-talents-culturels_1467882_3232.html

Point de vue

Marseille gâche ses talents culturels

LEMONDE.FR | 20.01.11 | 09h17 • Mis à jour le 20.01.11 | 11h09

Il n'est plus possible de garder le silence. Il est plus que jamais nécessaire aujourd'hui de dénoncer la situation faite aux fonctionnaires en poste à Marseille dans le secteur culturel.

La démission forcée en décembre 2010 du directeur des bibliothèques de la ville, conservateur général d'Etat, est emblématique de cette situation, qui dure depuis des dizaines d'années, mais qui devient plus que préoccupante à l'approche de l'échéance de 2013, "Marseille-Provence capitale européenne de la culture". Ce directeur, responsable du livre et de la lecture pour les "manifestations 2013" avait initié de nombreux projets, désormais très incertains.

La "cogestion" exercée à la mairie par le syndicat Force ouvrière, qui fait ici la pluie et le beau temps pour les nominations, avancements, et même pour l'orientation de la politique municipale des personnels, a été décrite depuis longtemps par [Michel Peraldi](#) et [Michel Samson](#) dans leur livre [Gouverner Marseille](#) (réédition La Découverte-poche, Paris, 2006), tout spécialement dans le chapitre : "Force Ouvrière et la Mairie : les liaisons dangereuses".

Il y est indiqué que ce syndicat qui, à la mairie, est un "syndicat-maison", exerce sur les carrières des agents un pouvoir qui oblige le personnel, s'il ne veut pas stagner complètement, à se plier à ses volontés : il doit, soit adhérer, soit, au minimum, se taire. Rien ne doit filtrer au dehors sous peine de sanctions et d'intimidations, déguisées ou non.

Dans ces conditions, il n'est pas difficile pour ce syndicat d'être encore majoritaire à la ville de Marseille (même si, par extraordinaire, il ne l'est plus à la bibliothèque). Chacun comprend que l'on ne peut demander aux agents de pratiquer "l'héroïsme" au quotidien ou de sacrifier leur avancement uniquement par conscience. Et pourtant, beaucoup l'ont fait et le font encore.

De plus les "opposants" clairement repérés sont, à longueur d'année, constamment empêchés dans leur travail, humiliés dans leurs compétences, et finalement dans leur dignité. Cela, comme on peut le penser, crée un climat détestable et une atmosphère de travail nuisible à la santé psychologique des agents. On ne compte plus les dépressions, et, de manière générale, le personnel souffre d'une fatigue nerveuse anormale.

Le conservateur général des bibliothèques, personnalité tout à fait reconnue dans la profession, en poste depuis septembre 2008, notamment pour préparer "Marseille-Provence 2013 capitale de la culture", avait proposé un nouvel organigramme des bibliothèques de la ville, validé dans un premier temps par sa hiérarchie administrative, et sur lequel le personnel avait travaillé pendant un an.

L'organigramme en question, sous la pression du "syndicat majoritaire" – qui avait déclaré ouvertement en réunion syndicale vouloir le départ du directeur – a été refusé par la ville. Le directeur a donc été contraint de partir, faute d'avoir les moyens de "gouverner". La sous-directrice de la bibliothèque de l'Alcazar, c'est-à-dire de la bibliothèque municipale centrale inaugurée en 2004, a également donné sa démission (elle est conservatrice en chef d'Etat).

LES "PRATIQUES ORGANISATIONNELLES" DE LA VILLE

Ces derniers événements ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Ils mettent en évidence les "pratiques organisationnelles" de la ville. Michel Peraldi et Michel Samson avaient observé dans leur ouvrage que les cadres de l'administration étaient recrutés en majorité par concours ou par un avancement interne justifié.

Ce n'est plus tout à fait le cas à la bibliothèque de Marseille à vocation régionale (BMVR) qui

souffre d'une "fuite des cerveaux" : désormais il n'y a plus, sur un total de 300 agents environ, que six conservateurs territoriaux et plus aucun conservateur d'Etat. Les chefs de service sont souvent des "bibliothécaires" sous payés compte tenu de leurs responsabilités car ils font en réalité un travail de conservateur.

La ville, lors de la construction de l'Alcazar (inauguré en 2004), avait fait un effort considérable en investissement et en personnel. En ce qui concerne le personnel, on assiste au contraire aujourd'hui à un désengagement massif, de la ville mais aussi de l'Etat, conformément aux économies de personnel partout appliquées actuellement.

Pour ouvrir l'Alcazar dans de bonnes conditions et à temps, le personnel s'était beaucoup impliqué. Trois ans à peine après l'inauguration de la nouvelle bibliothèque, unanimement saluée (5 000 entrées par jour), le directeur de l'époque, qui avait pourtant conduit sa réalisation, fut remercié.

La ville de Marseille a fait construire une bibliothèque municipale remarquable par son architecture extérieure et intérieure. Elle a fait renouveler entièrement son système d'informatisation et son catalogue informatique. Et pourtant..., le fonctionnement des bibliothèques de Marseille décrit plus haut n'est, hélas, qu'un exemple parmi d'autres de la "gouvernance marseillaise".

Quelle tristesse de voir, dans de telles conditions, des fonctionnaires dévoués s'échiner pour faire vivre, malgré tout, la culture à Marseille. Quelle tristesse de voir leurs carrières bloquées pour les plus "moraux" d'entre eux.

Marseille est, malgré ses difficultés, une ville pleine de vie, attirante, foisonnante de ressources et de talents qui ne demandent qu'à s'exprimer. Cela est particulièrement vrai dans le domaine culturel. Jusques à quand va-t-elle, par des "réflexes politiques" complètement périmés et datant de l'après guerre se suicider, gâchant les outils culturels dont elle avait su se doter, telle la bibliothèque de Marseille à vocation régionale de l'Alcazar ?

Michèle Coulet, conservatrice en chef d'Etat à la Bibliothèque de Marseille, à la retraite depuis février 2010.